



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 21 novembre 2022

Christophe BÉCHU,
Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
Bérangère COUILLARD,
Secrétaire d'État chargée de l'Écologie

Monsieur le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,
Madame la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie,

Par ce courrier, nous vous faisons part de notre refus de participer aux ateliers biodiversité du Conseil National de la Refondation, lancé par le Président Emmanuel Macron le 8 septembre dernier.

En premier lieu, l'utilisation et le détournement du sigle CNR - Conseil National de la Résistance - qui a permis des avancées sociales importantes à la sortie de la dernière guerre, est assez provocant, surtout lorsque l'on analyse les politiques menées sous cette présidence depuis 6 ans.

Ensuite les différents exercices démocratiques imposés depuis le début du premier quinquennat (Etats Généraux de l'Alimentation, Convention Citoyenne pour le Climat ou encore le Varenne de l'eau et du changement climatique, etc.) et surtout les orientations qui en ont découlé ne laissent aucun doute quant à votre volonté d'accélérer la mise en place de politiques libérales, malgré des propositions intéressantes mais à chaque fois délaissées ou réorientées.

Nous ne saurons être, une fois de plus, la caution d'un pouvoir qui affiche l'ouverture de débats pseudo-démocratiques pour rester finalement sourd aux attentes syndicales et citoyennes que nous portons concernant l'urgence sociale et écologique.

Nos demandes de rendez-vous auprès de vous sont d'ailleurs jusqu'ici restées sans réponse. Cela nous interroge fortement sur vos intentions réelles d'être à l'écoute de l'ensemble des syndicats agricoles représentatifs.

Enfin, les espaces démocratiques existants ne manquent pas et devraient déjà être utilisés pleinement avant de vouloir en créer de nouveaux. Nous pensons ici au CESE (Conseil Economique Social et Environnemental) où nous siégeons dans le groupe Alliance Sociale et Ecologique avec les syndicats Solidaires et FSU, mais aussi au Parlement qui a vu tant de fois ses débats escamotés lors du premier quinquennat ou bien encore niés lors du début de ce second avec l'utilisation récurrente de l'article 49.3.

Toute cette démocratie piétinée ne saurait être remplacée par ce nouveau grand débat qui ressemble davantage à un exercice de communication gouvernementale qu'à un réel chantier de refondation de nos valeurs et objectifs communs.

Veillez recevoir Monsieur le ministre, Madame la secrétaire d'Etat, nos salutations distinguées.

Pour la Confédération paysanne
Nicolas Girod, porte-parole